

COMMENT RÉSOUDRE CES CRISES ?

Des mesures économiques :

- Relancer la croissance économique, par le biais d'une politique monétaire accommodante, et via un ralentissement de la rigueur budgétaire.
- Restaurer la compétitivité du sud de l'Europe, par des réformes structurelles, et une croissance plus forte des salaires dans les pays du cœur de la zone euro (réaliste ?).
- Réduire la dette des pays les plus faibles, via la restructuration de la dette et la recapitalisation des banques.

Des mesures financières :

- Élargir le filet de sécurité, pour cela la B.C.E. doit s'impliquer davantage.
- Renforcer la solidarité au travers des eurobonds ou obligations européennes (conditionné à la volonté politique, en particulier des pays forts).

Des mesures concernant la gouvernance :

- Faire converger et coordonner les règles fiscales, rendues plus strictes par des réformes structurelles.

Sous l'impulsion de Madame Merkel, la zone euro avance vers ces objectifs par une politique de petits pas, avec le risque paradoxal que les tentatives de limiter le coût de la crise le fasse augmenter davantage ! Le pari est que ces petits pas nous mènent assez vite, assez loin, pour ne pas être rattrapés par les déficits économiques et financiers.

ACTIONS ET LIMITES DE LA B.C.E.

Que fait la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) ? Elle offre du temps aux pays et aux acteurs pour réaliser les adaptations structurelles et repousser la spéculation des marchés. Comment ?

1. En maintenant des taux très bas (taux de refinancement à peine supérieur à 1,0 % depuis deux ans)
2. En achetant les obligations d'État des pays faibles (200 milliards d'euros fin 2011, là où la Fed a acquis 2300 milliards de dollars aux U.S.A.), cela reste donc marginal.

3. En prêtant toutes les liquidités nécessaires (« offrir du temps »), par exemple jusqu'à 20 % du total de l'actif du secteur bancaire en Grèce ou en Irlande), à 1 % à trois ans.

Mais la B.C.E. mène une politique unique, dont les effets différent selon les pays où elle s'applique : ainsi le taux d'intérêt sur les prêts à court terme aux entreprises non financières est de 3,5 % en Allemagne, de 4,5 % en Espagne et de plus de 7 % en Grèce fin 2011.

Et la B.C.E. peut offrir du temps du point de vue financier, mais elle ne peut pas résoudre les déséquilibres économiques ! Que peut-elle faire de plus ? La B.C.E. peut encore :

- augmenter ses achats d'obligations d'État,
- accorder une licence bancaire au M.E.S. (mécanisme européen de stabilité), une structure commune permanente pour financer les pays en difficulté de la zone euro,
- fixer les anticipations sur les taux obligataires.

Monsieur Draghi (B.C.E.) se dit prêt à agir en ce sens, si un consensus politique le permet.

SINON ?

Si le pire arrivait, soit un éclatement de la zone euro et le retour aux monnaies nationales, on peut estimer qu'après cinq ans, avec les réserves d'usage au vu de la difficulté d'en chiffrer toutes les conséquences économiques et financières, et par comparaison avec le scénario de base (maintien de l'euro), **le produit intérieur belge serait 11,5 % plus faible et le taux de chômage 3.5 % plus élevé.**

S'accrocher au nouveau mark serait difficile, voici les écarts prévus par groupes de pays :

Dévaluation par rapport au nouveau MARK allemand	pays
5 - 10 %	AT-NL-FI-LU
7 - 20 %	BE FR
20 - 30 %	IT IR
30 - 60 %	ES PT
→ 60 %	GR

Faut-il désespérer ? Notre avenir est-il si sombre ?